

St Denis, le 1^{er} juillet 2024

Communiqué fédéral

L'extrême droite aux portes du pouvoir : ne laissons pas faire cela !

Après le premier tour des élections législatives provoquées par Macron, l'extrême droite arrive en tête dans près de 300 circonscriptions. Ce résultat, annoncé suite au coup de poker d'Emmanuel Macron, **confirme la possibilité réelle** que le Rassemblement National et ses alliés gouvernent le pays dès le 7 juillet, date du deuxième tour.

La Fédération SUD-Rail a toujours combattu l'extrême droite, ses idées racistes, xénophobes et anti-démocratiques. Nous ne nous résoudrons pas à la perspective que ce soient ces idées nauséabondes qui prévalent désormais dans notre pays et dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale.

Ne tournons pas le dos à notre histoire ; rassemblons-nous pour changer la donne !

Nous appelons tous-tes nos militant-es et plus généralement tous-tes les cheminot-es et travailleur-euses du rail à **s'unir et à lutter par tous les moyens pour empêcher l'extrême droite de gouverner.** Nous avons une semaine pour agir et poursuivre les initiatives déjà engagées les semaines précédentes : aller à la rencontre de nos collègues, débattre, diffuser des tracts destinés aux usagers, porter nos revendications ... Il y a urgence ; mobilisons-nous !

Cela fait bon nombre d'années que le monde cheminot subit des attaques. Avec l'extrême droite au pouvoir, ce sera encore pire. Le RN et son complice du LR ont déjà annoncé la couleur : attaque sur le droit de grève, sur la représentation des salarié-es, privatisation de la SNCF, aucune stratégie du développement du ferroviaire ... Partout, lorsque l'extrême droite arrive au pouvoir par les urnes, elle s'empresse de mettre au pas les médias, l'éducation, la justice et le syndicalisme.

Notre mot d'ordre est clair : aucune voix pour l'extrême droite dimanche !

Le 7 juillet, le barrage face à l'extrême droite, dans les urnes, ne sera qu'un répit de très courte durée. La fédération SUD-Rail se tient prête à la lutte contre toute attaque de nos droits sociaux, de nos salaires et de nos conditions de travail. Plus que jamais, nous ne lâcherons pas la défense immédiate des intérêts collectifs de notre camp social, et nous contribuerons à l'élaboration d'autres perspectives sociales et politiques.